la cgt

LA MANIVELLE

la gazette des travailleurs et travailleuses du canal des deux mers N° 7

EDITO

Salaires : de la limite des primes



Depuis la journée de mobilisation du 29 septembre, où par milliers les agents sont descendus dans la rue pour réclamer une augmentation du point d'indice, la colère de la jeunesse a rejoint celle des salariés contre la vie chère et les revendications pour un service public de qualité. Alors que 211 Milliard par an sont dépensés chaque année en aides aux entreprises sans contrôle ni contrepartie, augmenter le salaire des fonctionnaires représenterait un coût trop élevé...Il devient évident que c'est un choix de modèle plus qu'une question d'argent. Car c'est bien l'avenir du statut et du système de fonction publique de carrière qui est en jeu à travers cette politique salariale. En effet, les progressions d'échelon sont grignotées par l'inflation et avancer dans la carrière ne garantit donc plus de voir son salaire augmenter. Parallèlement, l'autre versant de la médaille se déploie : un pilotage de nos salaires par les primes, dont la part dans la rémunération globale explose. En 10 ans, la part des primes a augmenté de 23% en moyenne. Tandis que le point d'indice joue un rôle clair et unificateur permettant de rassembler autour d'un intérêt commun, les primes sont par nature opaques, précaires et mettent les agents en concurrence. Rien de tel pour faciliter les réorganisations, sans parler des conséquences au moment de la retraite puisqu'elles ne comptent pas dans le calcul des pensions. Côté primes, VNF n'est pas en reste : à côté de celles liées au poste occupé une foultitude de prime s'est développée: prime d'intéressement, prime de compagnonnage, CIA (complément indemnitaire) et même désormais un complément du complément! Chaque prime génère son lot d'injustice qui justifie de nouvelles primes pour les compenser... Le tout à la discrétion des directions. C'est de ce modèle qu'il faut sortir et le choix des personnels du 3 au 10 décembre nous place aussi face à cette alternative d'accompagnement ou de rupture vis à vis de ce système.

RETOUR DE MANIVELLE

Droit de réponse



Dans notre dernier numéro, un article posait le sujet du mécénat et des plantations en pointant le manque d'entretien des chemins de halage et la fragilisation des jeunes arbres achetés en partie avec les dons récoltés. Une de nos collègues qui a en charge cette mission nous a fait remarquer que, d'une part, l'année 2026 a été une année particulière du fait de deux tempêtes dont les dégâts ont monopolisé l'activité et les budgets. D'autre part, aux retards dans les fauchages, se sont ajoutées des pluies importantes au printemps, qui ont fait croître la végétation au-delà de la normale. Par ailleurs, l'article pointait le choix de planter des peupliers comme étant inadapté. Notre collègue nous a appris que le peuplier a été abandonné car lil souffrait depathologies entraînant la mort ou la déformation des jeunes arbres. Il a été remplacé par deux autres essences. Enfin, malgré un suivi régulier qui occupe deux agents de la DTSO, ainsi que des experts arboricoles et autres prestataires, les sols et le climat, notamment dans l'Aude, génèrent un aléa qui pèse sur la croissance des plantations. Notre collègue, passionnée par ses missions, a voulu rappeler que le caractère vivant de cette matière crée de l'incertitude constante et nécessite toujours de s'améliorer, qui plus avec le changement climatique et sans dénier le manque de moyens.

VOIX D'EAU

A Cadillac, Jussie pas la branche sur laquelle jussie assis

- Salut Benoît, on parle souvent d'une tendance à l'externalisation chez VNF mais dans ton centre vous avez un contre-exemple, tu peux nous expliquer en quoi il consiste ?
- Ça concerne le faucardage, qui coûtait très cher car on passait par des entreprises et que cela devenait régulier, vu les plantes invasives qui se développent sur le canal.
- A quel type de plantes invasives êtes-vous confrontés ?



- La Jussie, qui fait de petites fleurs jaunes très mignonnes mais qui pose problème pour la navigation. L'an dernier on a constaté pendant nos tournées d'entretien avec le bateau qu'on était aux avant-postes pour constater le développement de cette plante...et donc aussi pour aller la chercher.
- Vous aviez le matériel pour cela ?
- Non mais on a proposé de faire fabriquer par une entreprise de soudure une pince à jussie qu'on manœuvre depuis le bateau.
- Vous avez été suivi sans difficulté ?
- A 100 %, car la note de l'entreprise était salée, 50 000 € par an alors que notre pince, coutait 5 000 €.
- Cette nouvelle mission est-elle reconnue ?
- La prise d'initiative et avoir la maîtrise de ce qu'on fait est gratifiant. C'est un travail minutieux car au-delà d' arracher la plante on veille à bien nettoyer le grapin avant de le replonger



dans l'eau, sinon les lianes se replanteraient un peu plus loin. C'est le genre de détail décisif où nous faisons la différence car notre intérêt est d'espacer au maximum les arrachages. L'entreprise privée n'intervient plus désormais et c'est tout bénéf pour le service!

GESTION HYDRAULIQUE

Cœur de métier cherche pacemaker

Il y a quelques années, VNF brandissait *UNE* mission « cœur de métier » à laquelle on ne toucherait jamais au grand jamais pour les agents d'exploitation : la gestion de l'eau, faisant passer la pilule des missions qu'il fallait se résoudre à abandonner pour consolider ce noyau. Que devient cette mission, qui contribue beaucoup à l'intérêt des postes ? Alors qu'une actualité climatique faîte de sécheresse et de pénurie braque tous les projecteurs sur la GH, une valorisation des missions de l'agent de terrain serait légitime. Mais en même temps que gérer l'eau devient une affaire politique, que les hiérarchies fébriles s'agitent à la recherche des meilleurs compromis, le terrain est, quant à lui, souvent désemparé. Car la gestion de l'eau continue d' y obéir à des réflexes de bon sens forgés par l'expérience et l'observation tandis que les raisons des consignes hydrauliques échappent aux agents de premier niveau, qui ne font pas partie des cercles où la décision s'élabore.

Concrètement, que ressent l'éclusier qui reçoit la consigne d'évacuer de l'eau dans le milieu naturel alors qu'au même moment des mesures de restriction de la navigation sont prises au motif d'un manque d'eau? Mesures qui sont allées jusqu'à la fermeture totale et anticipée du Canal de Jonction. Comment faire face à ce type d' injonction contradictoire avec une gestion économe, puisqu'elle



entraîne le gaspillage de l'eau miraculeuse de septembre, qui était prudemment stockée par les anciens pour tenir toute la saison? De plus en plus souvent, la consigne est en effet passée d'abaisser les biefs par anticipation, avant même qu'une seule goutte de pluie ne commence à tomber. C'est une nouvelle conséquence du fait que de moins en moins d'agents vivent au bord de la voie d'eau pour gérer les crises (NAS). En réalité, le "Coeur de métier" peut difficilement se passer du pouls du terrain. D'autant qu' un métier de cœur existe, pour les agents attachés à cette mission et qui se sentent dépossédés, faute d'être associés aux prises de décisions.

Je vote CGT du 3 au 10 déc. 2026 aux élections professionnelles de la fonction publique
MES MISSIONS ONT UN SENS
MON VOTE AUSSI
3 AU 10 DECEMBRE 2026
Je vote CGT du 3 au 10 déc. 2026 aux élections professionnelles de la fonction publique